GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT:
 Un Mois, 5 Francs.
 Trois Mois, 13 Francs.
 Six Mois, 25 Francs.
 L'année, 48 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

ASSEMBLÉE NATIONALE.
JUSTICE CIVILE. — Cour d'appel de Paris (2^e ch.): Vente d'actions de chemins de fer avant l'adjudication et l'homologation; nullité. — Propriétaire; locataire commerçant; décret du 19 mars 1848; sursis obligatoire.
JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. crimin.). — Bulletin: Outrages à la pudeur; complicité. — Cour d'appel de Paris (appels correct.): M. Dussert et les tableaux vivants. — Cour d'assises de la Seine: Nouveau jury; entrée en exercice; ouverture de la session; excuses et exemptions. — Tribunal correctionnel de Paris (6^e ch.): Coalition des ouvriers vidangeurs; menaces verbales de mort et d'incendie sous condition; interdiction du travail prononcée contre des ouvriers. — Tribunal correctionnel de Paris (7^e ch.): Club de la Reine-Blanche; refus d'entrée à un commissaire de police; deux prévenus. — 1^{er} Conseil de guerre de Paris: Insurrection de juin; barricades des rues Clovis et Descartes; affaire du sieur Ogier, capitaine de la 12^e légion.
CHRONIQUE.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Une nouvelle fort grave est arrivée aujourd'hui de Rome. Au milieu de la séance, M. le président du Conseil est monté à la tribune pour déclarer à l'Assemblée que le pape avait quitté Rome le 24 à cinq heures du soir, et qu'il avait immédiatement un navire français, le *Tenare*, avait pris la mer pour le recueillir à son bord et l'amener en France (voir *infra* la dépêche télégraphique). Plus tard, M. le ministre des travaux publics a annoncé que M. le ministre des cultes avait reçu du Gouvernement la mission de se rendre à Marseille pour recevoir le Saint-Père, et que l'Assemblée aurait ultérieurement à déterminer les mesures à prendre pour offrir à l'illustre pontife un accueil digne de lui et de la République française. Ces deux communications ont été reçues avec émotion, et des marques non équivoques d'approbation sont venues ratifier encore l'ordre du jour motivé voté dans la séance d'hier. Un des prélats les plus considérables du clergé français, M. Parisis, évêque de Langres, s'est empressé d'exprimer à l'Assemblée la reconnaissance de tous les catholiques pour les marques de religieux intérêt et de sympathie qu'elle donnait au souverain pontife.

L'initiative que le Gouvernement a prise, a-t-il dit; le vote de l'Assemblée dans la séance d'hier; l'accueil qui vient d'être fait à la déclaration de l'honorable M. Vivien, tout cela est digne de l'honneur français; tout cela appelle les bénédictions du ciel sur l'œuvre que vous venez d'inaugurer et sur la République. Oui, soyez bénis, Messieurs, soyez bénis au nom du monde catholique tout entier!

Ces paroles ont été vivement applaudies. Est-il nécessaire, après cela, d'insister sur le hors-d'œuvre apporté à la tribune par M. Poujoulat. Il paraît que, dans la séance d'hier, M. Poujoulat avait attribué à M. Bonaparte, prince de Canino, l'initiative de la motion qui, dans le parlement romain, a refusé d'adresser au pape un message sympathique. MM. Pierre Bonaparte et Lucien Murat ont-ils eu raison de réclamer auprès de M. Poujoulat contre cette assertion? Les sources auxquelles M. Poujoulat avait puisé cette nouvelle étaient-elles, comme il est venu le soutenir, irréprochables? Peu importe, selon nous, et il nous a semblé que l'Assemblée se demandait à quel sujet et dans quel but l'honorable M. Poujoulat avait fait intervenir hier, et faisait intervenir encore aujourd'hui le prince de Canino dans le récit de scènes et de scandales dont le parlement romain tout entier a la responsabilité.

La séance avait commencé par la discussion du budget des colonies. C'était la première fois que se trouvait posée devant l'Assemblée la grande question de l'abolition de l'esclavage, question résolue d'un trait de plume par le gouvernement provisoire. Pour nous, nous aurions préféré que cette mesure si grave, et dont les conséquences pouvaient être incalculables, ne fut prise que graduellement, et avec ménagement. Mais, une fois l'esclavage aboli, nous pensons qu'il faut marcher résolument dans la voie que l'on a ouverte, et compléter par l'émancipation morale le bienfait, encore dangereux peut-être quant à présent, de l'émancipation matérielle. M. Dain, représentant des colonies, a donc eu raison d'appeler sur la race noire toute la sollicitude du Gouvernement, de réclamer pour elle l'instruction, l'éducation morale et religieuse, des secours matériels et des encouragements fraternels. Mais M. Dain n'a-t-il pas, par sympathie et par reconnaissance sans doute pour la race noire dont il est le délégué, tracé un tableau beaucoup trop rassurant de l'état des colonies, lorsqu'il a représenté cette population nègre, hier esclave, aujourd'hui libre, comme une légion de travailleurs portés par leurs instincts et leurs sentiments à rendre en richesse à la mère-patrie ce qu'elle leur a donné en liberté? Dieu veuille qu'il en soit ainsi — n'a-t-il pas surtout été bien injuste lorsqu'il a rendu les colonies responsables des désordres qui ont suivi la mesure de l'émancipation? Dans la situation nouvelle créée par le décret du Gouvernement provisoire, ce qu'il faut avant tout, c'est éviter les reproches et les accusations dont l'effet pourrait être de raviver d'anciennes jalousies, d'anciens ressentiments: c'est ainsi, mais seulement ainsi, qu'on arrivera à faire pénétrer dans des populations jadis divisées l'oubli de la couleur et l'application si désirable du principe de fraternité. Protection pour les noirs, dit-on nous avec M. Jules de Lasteyrie, car ils sont ignorants, mais aussi protection et pitié pour les blancs, car ils sont malheureux et pauvres.

Cette discussion a amené à la tribune M. Mathieu Laisiy. L'apparition de ce représentant, le plus noir des députés de l'Assemblée, a excité un vif intérêt, et cet intérêt a redoublé lorsque M. Mathieu Laisiy a déclaré que sa première parole devait être une parole de remerciement pour ceux qui avaient décrété et confirmé la mesure fraternelle de l'émancipation. « Soyez bénis, a-t-il dit, nous vous vénérons, et la signature que vous avez mise au bas de ce beau décret vous servira de certificat de conscience lorsque vous vous présenterez là haut. » M. Laisiy avait bien commencé; il a moins bien fini en

prononçant le mot de *méchant* qu'il semblait adresser aux colons; mais, sur les réclamations de l'Assemblée, il s'est empressé de l'expliquer et même de le retirer, ce qu'il a fait avec beaucoup de convenance. Somme toute, M. Laisiy a parlé, en termes très satisfaisants, au nom de l'union et de la fraternité, dont sa présence à la tribune est sans contredit un des gages les plus éclatants.

Le budget de la marine terminée, on est passé au budget des finances. Avant d'engager le débat sur les diverses modifications proposées par le Comité, M. le ministre des finances a cru devoir donner à l'Assemblée un nouvel aperçu de la situation du Trésor. Il nous a semblé que cet aperçu était quelque peu entaché d'optimisme, et que M. Trouvé-Chauvel parlait bien plus en homme désireux de ranimer le crédit par la confiance qu'en ministre se rendant un compte rigoureusement exact de la valeur des chiffres et des ressources de sa caisse. Le budget de 1848 est en déficit de 340 millions. Peut-on, en présence de cette situation, et lorsqu'on pense que l'an prochain l'impôt des 45 centimes ne figurera plus au chapitre des recettes, espérer que le budget de 1849 présentera un équilibre parfait? M. Trouvé-Chauvel a cette confiance, confiance qui s'est trouvée comprise dans la succession de M. Goudchaux et qu'il a acceptée purement et simplement. Mais le Comité des finances est loin d'être de son avis, et aujourd'hui, MM. Bineau et Achille Fould sont venus exprimer nous ne dirons pas leurs doutes, mais leurs convictions, dans des termes que nous aurions désiré trouver moins péremptores. Ce n'est pas que les honorables membres désespèrent de notre situation financière: non, à beaucoup près; mais il leur paraît imprudent de présenter comme des chiffres certains, pour arriver à un équilibre, les résultats, encore hypothétiques, d'impôts nouveaux, d'une application encore inconnue, et qui n'ont même pas encore reçu la sanction de l'Assemblée — tels, par exemple, que l'impôt sur les revenus et l'impôt sur les successions. « Il ne faut pas, ont dit les honorables membres, donner des espérances irrésistibles. Le pays est assez fort pour que, au lieu de l'endormir dans de vaines illusions, on lui dise la vérité toute entière. » L'honorable M. Goudchaux est venu en aide à M. Trouvé-Chauvel. Mais, hélas! les chiffres ne sont jamais que des chiffres. Nous ne demandons pas mieux, au reste, que de voir M. Goudchaux avoir raison.

Demain la discussion s'ouvrira, et la première question soumise à l'Assemblée, sera celle qui concerne la Cour des comptes et les modifications apportées à cette magistrature par le Gouvernement provisoire (1).

Voici la dépêche télégraphique dont M. le président du conseil a donné lecture, dans la séance d'aujourd'hui, à l'Assemblée nationale. (Voir plus haut.)

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Marseille, le 28 novembre, six heures du soir.
 (Reçue le 1^{er} décembre, à 2 heures 10 m.)
 Civita Vecchia, le 26 novembre, à trois heures du soir.
 Le consul de France à M. le ministre des affaires étrangères.

« Le pape est parti furtivement de Rome, le 24, à cinq heures du soir.
 » Rome est calme et indifférente.
 » Un vote de confiance a été accordé au ministère.
 » Le pape se rend en France. Le *Tenare* est allé le prendre à Gaète. »

JUSTICE CIVILE

COUR D'APPEL DE PARIS (2^e ch.).

Présidence de M. Cauchy.

Audience du 20 novembre.

VENTE D' ACTIONS DE CHEMINS DE FER AVANT L'ADJUDICATION ET L'HOMOLOGATION. — NULLITÉ.

Est nulle comme promise par la loi du 15 juillet 1845, la vente ou promesse de vente d'actions définitives, faite par un souscripteur d'actions dans une compagnie autre que la compagnie adjudicataire, et avant l'adjudication, même alors que le vendeur, conformément à la convention, ferait offre, après l'adjudication homologuée, de livrer les actions promises.

Il importe peu, dans ce cas, que la convention ait eu lieu par un traité authentique ou privé, entre parties capables, et sans négociation par voie d'endos ou par le ministère d'agens de change.

On se rappelle qu'en 1845 le Gouvernement, voulant mettre un terme à l'agiotage effréné auquel donnaient lieu les ventes à primes des récépissés de souscription ou promesses d'actions des nombreuses compagnies qui se préparaient à soumissionner les lignes de chemins de fer, présenta un projet qui prohibait d'une manière absolue la transmission de ces divers titres avant l'adjudication et la constitution en sociétés anonymes des compagnies adjudicataires. Ce projet fut modifié dans la rigueur de ses termes par un amendement d'après lequel la prohibition de la loi ne porte plus que sur le droit de négocier ces promesses ou récépissés par la voie de l'endossement. M. Berryer, membre de la Commission, s'exprimait ainsi devant la Chambre des députés lors de la discussion de la loi du 15 juillet 1845:

« Nous avons entendu par actions négociables celles qui se négocient par la voie de l'endossement. Mais une cession, un transport par acte notarié, un abandon de titres, évidemment personne ne conteste cela. Ainsi ce sont les actions négociables par la voie de l'endossement qui ne peuvent être émises avant l'approbation des statuts de la société anonyme, et c'est là l'objet de l'article 7. Mais indépendamment des titres émis, il y a l'engagement des souscripteurs pour un certain nombre d'actions; c'est un titre irrévocable, puisqu'il y a eu de la part des souscripteurs versement d'une portion dans les caisses de la compagnie. Dans cette position, il est impossible que vous regardiez comme un délit la transmission d'un pareil titre. »

Sur cette explication, que M. le sous-secrétaire d'Etat a trouvée suffisante, l'amendement a été adopté. (Voir Du-

(1) Voir la Gazette des Tribunaux du 24 novembre.

verg'er sur l'article 13 de la loi du 15 juillet 1845.)
 Il s'agissait, dans l'espèce, de décider si les prohibitions de cette loi étaient applicables aux faits suivants:

Le 18 mars 1846, M. Vexel, soumissionnaire d'actions dans une des nombreuses compagnies qui ont plus tard fait leur fusion dans la compagnie Talabot, vendit à M. Cugneau cent actions du chemin de fer de Lyon à Avignon, livrables en coupons de décompte de la compagnie adjudicataire, moyennant 64 francs de prime par actions, ou 6,400 francs, dont moitié fut déposée immédiatement par M. Cugneau entre les mains de M. Parisot, intermédiaire choisi par les parties.

Le 10 juin suivant, le chemin de fer fut adjugé à la compagnie Talabot, qui établit le décompte des compagnies fusionnaires.

Le 11 juin, l'adjudication fut homologuée par ordonnance, et le même jour, M. Vexel remit à M. Parisot un coupon de décompte de cent actions pour être livrées à M. Cugneau contre la remise des 6,400 francs de prime, et de 12,500 francs pour le premier versement.

M. Cugneau ne se présenta pas pour prendre livraison. En cet état, et à la date du 30 juin 1846, M. Hardy, créancier du sieur Cugneau, frappa dans les mains de M. Parisot une opposition à la remise des 3,200 francs à lui versés en espèces par son débiteur.

C'est dans l'instance en validité de cette opposition que fut soulevée la question de validité de la convention du 18 mars relative à la vente des actions.

Par jugement du Tribunal civil de la Seine, du 29 janvier 1848, la nullité de cette vente fut prononcée « par les motifs « qu'au moment de la vente, les compagnies dont les actions étaient vendues n'étaient pas adjudicataires; qu'elles ne l'ont jamais été; que l'adjudication n'était même pas encore faite et qu'aucune fusion n'existait encore; qu'une vente faite dans de semblables circonstances, quels que soient les termes dans lesquels elle a été conçue, ne peut être considérée que comme une vente de promesse d'actions ou de récépissés de souscription déclarés non négociables avant l'homologation de l'adjudication, par la loi du 15 juillet 1845; qu'ainsi les Tribunaux ne peuvent valider une semblable opération. »

Appel.
 M^{rs} Liouville, dans l'intérêt de M. Vexel, appellant, a demandé la réformation du jugement, en ce qu'il avait assimilé l'opération dont il s'agit avec les négociations prohibées par la loi de 1845. Il faut, disait le défendeur, bien préciser la nature du contrat pour apprécier sagement sa valeur légale. L'opération est celle-ci: Un chemin de fer est en adjudication, vous désirez être certain d'avoir des actions définitives, une personne offre de vous fournir, après l'adjudication, un nombre déterminé de ces actions; la prime est débattue et acceptée; on dresse une convention qui détermine les obligations respectives des contractants. S'agit-il de récépissés de souscription ou de promesses d'actions à livrer? Nullement, mais de décomptes d'actions définitives à fournir après l'adjudication. Ce n'est pas une chose incertaine que l'on vend, c'est une chose future, telle que la récolte future d'un champ. La vente est licite en droit. Il ne s'agit plus que de démontrer qu'elle ne tombe pas sous l'application de la loi du 15 juillet 1845, loi pénale et restrictive du droit commun.

Le défendeur s'attache à établir que cette loi n'interdit que la négociation commerciale par voie d'endossement, des promesses d'action et récépissés de souscription, avant l'homologation des statuts de la compagnie adjudicataire, et que tous les autres modes de transmission, même de ces valeurs, et *a fortiori*, suivant lui, des actions définitives faisant l'objet du contrat, sont restés soumis aux règles du droit commun. Il cite à cet égard Duvergier sur l'art. 13 de la loi du 15 juillet 1845; Devilleuene, Recueil des lois annotées, page 55, et les discussions insérées au *Moniteur* des 3 et 22 mai 1845. — Il en conclut, que, s'agissant, non de promesses de récépissés, mais d'actions définitives de la compagnie adjudicataire, peu importe laquelle, le contrat doit être déclaré valable et recevoir sa complète exécution.

Ces moyens ont été combattus dans l'intérêt du sieur Hardy, par M^{rs} Capin, qui a soutenu que la convention n'avait eu pour objet que la réalisation de primes importantes sur des récépissés de souscription dans une compagnie qui n'a jamais eu d'existence légale, et que c'est précisément pour faire cesser le scandale de ces opérations que la loi de 1845 a prononcé des prohibitions sévères qui doivent, dans la cause, entraîner la nullité de la convention.

La Cour, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Chamailard, a statué en ces termes:

« Considérant qu'aux termes de l'art. 8 de la loi du 15 juillet 1845, les récépissés de souscription d'actions de chemins de fer ne sont point négociables; que contrairement à cette disposition d'ordre public Vexel a fait à Cugneau, le 18 mars 1846, une vente d'actions du chemin de fer de Lyon à Avignon, au nom d'une compagnie qui n'était point adjudicataire;
 » Qu'à cette époque, Vexel n'était même pas détenteur des récépissés provisoires qu'il prétend aujourd'hui tenir à la disposition de Cugneau, et en vue de la promesse desquels Cugneau a déposé une somme de 3,200 fr.;
 » Considérant que ces récépissés provisoires, portant la date du 11 juin 1846, constatent par leur contexte même qu'ils n'étaient pas négociables; qu'en présence de cette énonciation et des prescriptions de la loi, les Tribunaux ne peuvent valider une opération dont la nullité est formelle;
 » Confirme. »

Présidence de M. Monmerqué, conseiller-doyen.

Audience du 30 novembre.

PROPRIÉTAIRE. — LOCATAIRE COMMERCANT. — DÉCRET DU 19 MARS 1848. — SURSIS OBLIGATOIRE.

Le sursis accordé par le Tribunal de commerce à un commerçant, en exécution du décret du Gouvernement provisoire du 19 mars 1848, est opposable même au propriétaire, créancier privilégié pour loyers échus, quand même le jugement de sursis serait postérieur au décret de l'Assemblée nationale du 22 août dernier, lequel a abrogé celui du 19 mars.

Cette question, qui offre un intérêt d'actualité et qui n'est pas sans difficulté en droit, se présentait dans les circonstances suivantes:

M. Dacher, marchand de meubles de luxe, se trouvant, par suite de la stagnation des affaires, dans l'im-

possibilité de réaliser les sommes nécessaires au paiement de ses engagements, a demandé et obtenu du Tribunal de commerce, à la date du 6 octobre 1848, un jugement qui lui accorde un sursis de trois mois contre toutes poursuites de ses créanciers, par application du décret du Gouvernement provisoire du 19 mars 1848.

Cependant, et malgré la signification à elle faite de ce jugement, M^{rs} de la Grange, propriétaire de la maison où se trouvent les magasins de M. Vacher, n'en continuait pas moins ses poursuites afin de paiement de plusieurs termes de loyer échus. Dans cette position, M. Vacher en appela en référé pour faire ordonner la discontinuation des poursuites pendant la durée du sursis accordé par le Tribunal de commerce.

Le 18 octobre intervint l'ordonnance de référé, ainsi conçue:

« Attendu que le sursis accordé au sieur Vacher ne peut empêcher les poursuites du propriétaire;
 » Ordonnons la continuation desdites poursuites jusqu'à la vente inclusivement, et, néanmoins, accordons un délai de quinze jours au sieur Vacher pour se libérer. »

M. Vacher a interjeté appel de cette ordonnance.

Devant la Cour, M^{rs} Roger, avoué de l'appelant, soutenait que le but du décret du 19 mars 1848 serait manqué s'il était possible d'admettre que le sursis accordé au débiteur commerçant ne peut le protéger que contre ses créanciers commerciaux, et non contre ses créanciers pour dettes civiles; il a discuté en ce sens les termes du décret, dont il est nécessaire à l'intelligence de la question de rapporter les principales dispositions. On y lit, article 1^{er}:

« Provisoirement, les Tribunaux de commerce pourront sur requête, à laquelle sera jointe la copie des assignations, accorder à tout commerçant, par jugement en dernier ressort, un sursis de trois mois au plus contre les poursuites de ses créanciers; le sursis pourra être révoqué sur la demande de tout intéressé. »

Les articles suivants contiennent des dispositions réglementaires mais l'article 6 porte que les diverses dispositions de la loi du 28 mai 1838 (Code de commerce, titre des faillites) concernant la revendication, les privilèges et hypothèques sont applicables, quand il y a sursis judiciaire.

De ces dispositions, le défendeur de l'appelant concluait que le décret du 19 mars s'appliquait à la masse des créanciers du commerçant, sans distinction, et il en tirait les conséquences que le sursis de trois mois à partir du 6 octobre 1848 était opposable même au créancier privilégié pour loyers.

M^{rs} Cartier, avocat de M^{rs} de la Grange, répondait:

« Sans doute, la créance du propriétaire doit entrer dans la composition de la masse passive du commerçant; mais elle n'y est pas confondue avec les dettes commerciales, elle y figure à titre de privilège, et ce privilège survit même à la faillite du débiteur. Le décret du 19 mars, article 6, le reconnaît expressément en laissant les créanciers privilégiés sous le régime du droit commun, en matière de faillite. Il faut en conclure que le sursis judiciaire, créé par le décret du 19 mars, ne saurait leur être opposé. Il y a d'ailleurs une autre raison de le décider ainsi dans l'espèce. Le décret qui ne contenait que des dispositions provisoires a été abrogé virtuellement par celui du 22 août 1848 sur les concordats amiables, ainsi que l'Assemblée nationale l'a reconnu dans la séance du 27 de ce mois. Le Tribunal de commerce ne pouvait donc le 6 octobre, date du jugement, donner force et vertu à un décret qui n'avait plus d'existence légale; le jugement rendu par lui est donc frappé d'une nullité radicale et d'ordre public; en tous cas, il ne peut avoir plus d'autorité que le décret lui-même dont l'application n'était plus possible à partir du 22 août, date de son abrogation. »

M. Levesque, substitut du procureur-général reconnaît qu'en effet le décret du 19 mars était abrogé formellement au moment où, à la date du 6 octobre, le Tribunal de commerce accordait à M. Vacher un sursis judiciaire de trois mois. Mais, ajoute-t-il, ce jugement, que toute partie intéressée pouvait faire rétracter, n'a été attaqué par personne. Il a donc toute l'autorité qui s'attache à la chose jugée, et dès lors il doit recevoir son exécution. Au fond, l'organe du ministère public estime que le sursis judiciaire est opposable au propriétaire, créancier pour loyers, comme à tous autres créanciers, sans préjudice des droits qui lui sont spécialement réservés par l'article 6 du décret et par le Code de commerce, et que c'est en ce sens que doit être réformée la décision du premier juge.

ARRÊT.

« La Cour:
 » Considérant que, par jugement du Tribunal de commerce du 6 octobre dernier, il a été accordé à Vacher un sursis de trois mois; que ce sursis, aux termes des art. 1^{er} et 6 du décret du 19 mars 1848, s'applique à tous les créanciers, sans distinction de la nature de leurs créances;
 » Considérant que la dame de la Grange ne s'est pas pourvue aux termes de l'art. 1^{er} du décret pour faire rétracter le sursis en ce qui la concerne;
 » Met l'appellation et l'ordonnance de référé dont est appel au néant, émendant; ordonne qu'il sera sursis à toutes poursuites de la part de la dame de la Grange jusqu'à l'expiration du délai de trois mois, accordé à Vacher par le jugement du 6 octobre. »

OBSERVATIONS. — Le respect dû à l'autorité de la chose jugée nous semble avoir porté la Cour à étendre, au-delà des limites tracées par le décret du 19 mars 1848, le faveur du sursis judiciaire. En effet, d'après l'art. 6 de ce décret, les dispositions du titre des faillites, au Code de commerce, en ce qui concerne les revendications, les privilèges et hypothèques, sont applicables au cas de sursis judiciaire; et d'après l'art. 450 du Code de commerce les poursuites du propriétaire pour paiement de loyer doivent être suspendues pendant trente jours, à partir du jugement de déclaration de faillite, sans préjudice des mesures conservatoires. Les sursis judiciaire, au regard du propriétaire, ne nous semble donc pas, d'après le décret lui-même, devoir jamais excéder trente jours, et c'est en ce sens que nous pensons qu'il y a nécessité d'admettre, au cas de sursis judiciaire, de même qu'au cas de faillite, des distinctions entre certaines natures de créances. Mais ces distinctions n'ayant pas été faites par le

jugement du Tribunal de commerce, contre lequel aucun créancier ne s'était pourvu, il ne restait plus qu'à s'incliner devant l'autorité de la décision judiciaire; c'est là, nous le pensons du moins, ce qui a déterminé l'arrêt de la Cour.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. Meyronnet de Saint-Marce.

Bulletin du 30 novembre.

La Cour a rejeté les pourvois: 1° De Charles-César Courcelles contre un arrêt de la Cour d'assises du département du Nord qui le condamne à la peine de huit ans de travaux forcés, comme coupable du crime de vol, en réunion de plusieurs, la nuit, dans un édifice consacré au culte; 2° De l'lego Martinez dit Caracol, condamné par la Cour d'appel d'Alger à quinze ans de travaux forcés pour tentative de meurtre; 3° D'Henri de Roubaix (Nord), vingt ans de travaux forcés, vol qualifié et par récidive; 4° De Marie Barnier (Allier), cinq ans de travaux forcés, infanticide, avec circonstances atténuées; 5° D'Yves Yezon (Finistère), cinq ans de travaux forcés, vol caractérisé et coups portés à son père; 6° De Jacques Victor Vanderberghe (Nord), vingt ans de travaux forcés, vol avec effraction dans une maison habitée et par récidive; 7° De Guillaume-Jean Orlac (Cantal), cinq ans de travaux forcés, vol, la nuit, avec escalade.

Statuant sur le pourvoi formé par Pierre Boyer contre un arrêt rendu par la Cour d'assises du Cantal, le 15 novembre dernier, qui le condamne à quatre ans de prison pour coups portés et blessures faites à Antoinette Pichot, lesquels coups portés et blessures faites sans intention de donner la mort, l'ont cependant occasionné, la Cour a cassé cet arrêt pour vice de complexité, avec renvoi de l'affaire devant la Cour d'assises du Puy-de-Dôme.

Bulletin du 1er décembre.

OUVRAGES A LA PUDEUR. — COMPÉTENCE.

Dans une poursuite en police correctionnelle pour délit d'outrage public à la pudeur, le prévenu, appellant du jugement de condamnation, peut demander son renvoi devant le jury, si les faits relevés au jugement présentent le caractère du crime d'entant à la pudeur.

Mais la circonstance que les faits impudiques auraient été accompagnés d'une certaine violence, ne suffit pas pour leur imprimer ce caractère criminel, si le juge du fait déclare que les faits n'ont pas une telle gravité.

Rejet du pourvoi formé par les sieurs Bigaut et Bouillon contre un arrêt de la Cour d'Essen du 13 juillet 1848.

(M. Barennes, rapporteur; M. Ch. Nouguier, avocat-général, conclusions conformes; M. Morin, avocat.)

La Cour a rejeté les pourvois: 1° De Marguerite Compte, femme Brun, contre un arrêt de la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Riom, qui la renvoie devant la Cour d'assises du département de la Haute-Loire, pour y être jugée sur la complicité du crime d'assassinat dont elle est accusée; 2° De Pierre Héan, contre un arrêt de la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Poitiers, qui le renvoie devant la Cour d'assises de la Charente-Inférieure, sous l'accusation de faux en écriture de commerce.

La Cour a donné acte du désistement de leurs pourvois, qui seront considérés comme non avenus:

1° Au sieur Aubry Foucault, gérant de la Gazette de France, contre un arrêt de la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris qui le renvoie, pour délit politique, devant la Cour d'assises de la Seine; 2° Au sieur Jacques Hérissey, contre un arrêt correctionnel de la Cour d'appel de Poitiers du 22 juillet dernier, rendu au profit de l'administration des forêts; 3° A Etienne Mennier, contre un arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 23 septembre dernier, qui le condamne à trois mois de prison pour tentative d'évasion par bris de prison.

Ont été déclarés déchu de leur pourvoi à défaut de consignation d'amende:

1° Le sieur Michel-Jacques-Théodore Giberton, contre un jugement du Conseil de discipline de Passy; 2° Le sieur Boulanger, condamné à deux jours de prison par le Conseil de discipline de la garde nationale de Chalonnay, pour coup porté sur un de ses camarades.

COUR D'APPEL DE PARIS (appels correctionnels).

Présidence de M. de Clos.

Audience du 1er décembre.

DUSSERT ET LES TABLEAUX VIVANS.

Depuis M. Keller, de plastique mémoire, les exhibitions de tableaux vivans se sont multipliées, et les choses en vinrent au point que la police dut intervenir sur les plaintes qui lui arrivaient de toutes parts, et traduire devant la police correctionnelle les directeurs et les acteurs de ces spectacles.

M. Dussert, artiste du théâtre des Variétés, a été traduit le 11 juillet dernier devant la 8e chambre, qui rendit le jugement suivant (V. la Gazette des Tribunaux du 19 juillet), où les faits de la prévention sont suffisamment mis en lumière:

« Le Tribunal, vu le procès-verbal, en date du 29 mai dernier, et attendu que ce jour-là, à neuf heures et demie du soir, dans le passage Saulnier, 6, au domicile de Dussert, il existait une réunion d'environ soixante individus assis sur des banquettes, en face d'un théâtre où figurait un groupe de cinq femmes entièrement nues et entrelacées; que, dans une pièce contiguë à la scène, se trouvaient peints même d'autres femmes et des hommes, tous aussi en état de nudité complète, et disposés à paraître sur ce même théâtre; que les prévenus reconnaissent aux débats l'exactitude de cette constatation; que Dussert et Hutaut, co-directeurs de l'établissement, déclarent avoir donné précédemment de semblables séances; sur l'appréciation de ces faits: attendu que Dussert et Hutaut ont vainement allégué que ni le local, ni le personnel, ne constituaient un théâtre, mais simplement un atelier créé par eux dans l'intérêt des artistes et dans celui des modèles, afin de procurer à ceux-ci des moyens d'existence, à ceux-là des sujets de tableaux ou la reproduction vivante de leurs œuvres; attendu qu'un établissement de cette nature qui s'ouvre à des jours déterminés et pour un prix d'entrée, non seulement à des artistes, mais à toutes autres personnes, exclut l'idée d'un exercice artistique et d'un travail conscientieux; qu'en réalité, ces séances étaient à la fois un objet de spéculation de la part des directeurs, et un sujet de curiosité pour tous les spectateurs, les uns déjà initiés, les autres fortieusement admis, auxquels on offrait des tableaux vivans outrageux pour l'honnêteté publique et contraires à la dignité de nos mœurs; que dès lors tous les individus qui ont exécuté de telles poses ont commis le délit d'outrage à la pudeur prévu et réprimé par l'article 330 du Code pénal; attendu que Dussert et Hutaut doivent être considérés comme s'étant rendus complices de ce délit, pour avoir donné les instructions propres à le commettre; attendu que Keller, Georget, Delphine, Rose Klein et Armand Boutin sont âgés de moins de seize ans, et ont, par conséquent, agi sans discernement, les renvois des fins de la plainte, sans dépens; Condamne Clémence Sayot, Angèle Giraudeau, Augustine Offroy, Marie Georget, Marie Boutin, Fanny Klein, Amélie Dubaris, Adélaïde Lévy, Reine Totain, Louise Laurent, Céline Cerf, Marie Georget, Michel Cazès, Charles Sayot, Louis Maillaie, Julien Cann, François Boutin, chacun à 16 francs d'amende; Condamne Dussert et Hutaut chacun 100 fr. d'amende,

et tous solidairement aux dépens. »

Ce jugement a été frappé d'un double appel, le ministère public ayant trouvé que les peines qui y sont prononcées ne sont pas en rapport avec la gravité des faits de la prévention.

Aujourd'hui la salle des appels est littéralement encombrée par le nombreux personnel plastique de M. Dussert. Il y a de tout dans ce personnel: des femmes jolies, d'autres qui sont laides, et dont on ne voit pas trop l'emploi dans la composition de tableaux où tout devrait être gracieux. Ce personnel se compose d'un nègre et d'une négresse du plus beau teint, et qui servaient sans doute à représenter le nègre du Naufrage de la Méduse et l'Éthiopienne qui présente un aspic à Cléopâtre.

Les yeux se portent surtout sur la jeune Céline Cerf, qui a posé pour les Mignons de Scheffer.

Sur les interpellations que leur adresse successivement M. le président, les prévenus déclarent se nommer: Charles-Antoine Dussert, 35 ans, artiste dramatique et sculpteur; Alphonse Hutaut, 35 ans, fabricant de cire à modeler (ces deux premiers sont les directeurs associés de ce théâtre), on leur impute la complicité du délit d'outrage public à la pudeur; Clémence Seyde, Angèle Giraudeau (ces deux prévenus font défaut); Augustine Offroy, 17 ans, modèle; Marie Georget, 18 ans, modèle; Rése Klein, 15 ans; Marie Boutin, 17 ans (négresse); Fanny Klein, 16 ans et demi; Amélie-Louise Dubaris, 16 ans et demi; Adélaïde Lévy (défaut); Reine Totain, 20 ans; Delphine Georget, 15 ans; Louise Laurent, 17 ans; Céline Cerf, 14 ans; Marie Gent, 17 ans; Georges Keller, 16 ans; Michel Cazès, 28 ans; Charles Seyde, 27 ans (nègre); Louis Maillaie, 22 ans; Julien-Frédéric Cann, 46 ans; François-Eugène Boutin, vieux nègre, 60 ans, et Armand Boutin, jeune négresse de douze ans, qui, d'après son dire exerce la profession de modèle depuis l'âge de 18 mois. Au reste, tous les prévenus ont été plus ou moins longtemps modèles dans divers ateliers.

M. le conseiller-rapporteur lit les procès-verbaux d'audience tenus en première instance et qui contiennent ce qui suit:

Le premier témoin entendu est un locataire de la maison passage Saulnier, n° 6, et l'un des signataires de la plainte adressée au préfet de police.

J'ai écrit, en effet, dit-il, au préfet de police pour lui exposer tout ce qu'il y avait d'inconvenant et de désagréable pour ma famille et pour moi dans cette suite de représentations excentriques, attirant dans la maison de nombreux et de bryans vis leurs qui troublaient notre repos jusqu'à une heure assez avancée de la soirée; j'avais d'abord adressé mes plaintes à ce sujet à ma propriétaire, qui me répondit que ce théâtre avait été ouvert au su et vu de M. Gaussidière, alors préfet de police.

M. le président, au témoin: Votre intention formelle était de faire fermer ce spectacle que vous trouvez contraire aux mœurs? — R. Certainement.

D. Savez-vous si ces représentations étaient ordinairement annoncées par des affiches? — R. Non, Monsieur, il n'y avait pas d'affiches.

D. Et, dites-vous, il venait beaucoup de monde? — R. Cent visiteurs, à peu près, jusqu'à dix heures du soir.

D. Comment le public était-il donc instruit de ces représentations, puisqu'il n'y avait pas d'affiches? — R. Il est à ma connaissance qu'on faisait distribuer des cartes d'entrée à la porte des spectacles.

D. Savez-vous quelque chose du personnel de la troupe? — R. Non, Monsieur, rien absolument.

D. Est-ce que les personnes de la maison se sont trouvées exposées à être importunées par les visiteurs de ce genre de spectacle? — R. Non, Monsieur, du moins je n'en ai pas entendu parler; mais il était à craindre, pour les dames de la maison qui avaient affaire de passer par la cour, d'avoir le désagrément d'être prises aussi pour des posesuses.

Une autre locataire entendue également comme témoin, vient déposer des désagréments sans nombre qui résultaient de ces représentations: « La cour de la maison, dit-elle, était incessamment encombrée pendant toute la soirée d'un grand nombre d'hommes qui allaient se poster jusque dans les loges pour guetter et attendre la sortie des posesuses. »

D. Quel était le nombre des spectateurs? — R. Quatre-vingt à cent hommes par chaque soirée.

D. Comment étaient-ils admis à ces représentations? — R. Les curieux arrivaient avec des billets.

D. Qui donc les leur donnait? — R. Les directeurs.

D. Savez-vous si l'on payait pour entrer? — R. On recevait de l'argent à la porte.

D. Est-ce que les hommes qui stationnaient dans la cour adressaient la parole aux locataires sortant de la maison ou y rentrant? — R. Monsieur, mais la décence ne me permettait pas de me mêler aux groupes.

M. le président demande à M. Dussert quelles sont les explications qu'il a à fournir à la Cour.

M. Dussert: Ce ne saurait être sous le point de vue d'un spectacle que l'on doit diriger une attaque contre moi. Quand nous avions commencé notre entreprise, les modèles des divers ateliers de Paris se trouvaient dans une position très malheureuse. Depuis six mois nous venions à leur secours et nous nous faisons un véritable plaisir de leur sacrifier le peu d'argent que nous avions à notre disposition. Cependant, nous arrivâmes au bout de nos ressources et nous allions forcément nous voir réduits à les abandonner. C'est alors qu'il me vint l'idée, suggérée au reste par un très grand nombre d'artistes, d'ouvrir un atelier de poses plastiques dans le genre de celles de Keller; mais, veuillez bien remarquer que je parle tout simplement d'un atelier et non pas d'un théâtre. En effet, nul étranger n'était admis; on ne recevait que des artistes ou quelques uns de leurs amis; et encore sur leur présentation toute spéciale. Jamais nous n'exigeâmes la moindre rétribution; mais comme il fallait bien subvenir aux besoins de ces malheureux modèles, nous laissions à la générosité des peintres, des sculpteurs, des dessinateurs et des hommes de lettres, qui formaient exclusivement notre public, le soin de distribuer leur petite offrande. C'est donc dans un but de philanthropie, et pour être uniquement utiles à tous ces modèles inoccupés, que M. Hutaut et moi avons songé à créer cet atelier de poses plastiques, où toutes les convenances les plus scrupuleuses, au reste, étaient observées, car je ferai remarquer qu'il existait une ligne de démarcation bien tranchée entre le public et les modèles qui figuraient sur le plateau.

M. le président: Je vous ferai observer, à mon tour, qu'il n'y a aucune partie à établir entre ce que vous appelez un atelier, et la prévention en théâtre: un atelier est un lieu de travail sérieux; un théâtre n'est qu'un lieu de distraction. C'est pendant le jour qu'on se rend à l'atelier; c'est le soir qu'on va au théâtre. Et puis, remarquez bien qu'il fallait payer pour entrer à vos représentations, qui se passaient sur une scène, au son de la musique d'un piano. C'était vous-mêmes qui payiez le personnel de votre troupe; ces modèles recevaient de 30 à 35 francs par semaine; ils montaient sur des tréteaux, en présence d'un parterre composé d'artistes et d'amis d'artistes, et toutes ces malheureuses jeunes filles exécutaient des poses dans un état de nudité complet, et concurremment avec des hommes.

M. Dussert: Je répéterai encore que ceci n'était pas un spectacle; on reproduisait fidèlement les tableaux ou les groupes de sculpture de nos anciens maîtres. Or, ces tableaux n'avaient jamais rien d'obscène, le plus souvent même c'étaient des tableaux de sainteté.

Le prévenu Hutaut fournit des explications analogues.

Le ministère public, désertant l'appel interjeté à l'égard des modèles, déclare ne persister dans la prévention qu'à l'égard des sieurs Dussert et Hutaut.

La Cour entend M. Gautier-Passerat, avocat de ces deux prévenus. M. Rey et Billard déclarent, qu'en présence de l'abandon du ministère public, ils renoncent à la parole.

Mais la Cour confirme sur tous les points et enverra tous les prévenus le jugement attaqué, et, réformant cette sen-

tence en ce qui touche les sieurs Dussert et Hutaut, pour lesquels les peines n'ont pas paru assez sévères, la Cour les condamne à quinze jours de prison et 200 fr. d'amende.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Desparbès de Lussan.

Audience du 1er décembre.

NOUVEAU JURY. — ENTRÉE EN EXERCICE. — OUVERTURE DE LA SESSION. — EXCUSES ET EXEMPTIONS.

L'Assemblée nationale a établi, dans son décret du 11 avril dernier, les bases sur lesquelles doit à l'avenir reposer l'institution du jury. Nous avons donné le texte de ce décret dans notre numéro du 13 août.

On sait que, par application des principes nouveaux, les citoyens sont appelés à faire partie du jury, comme ils sont tous appelés à faire partie de la garde nationale. C'est un droit pour tous; mais à l'idée du droit correspond celle du devoir, et il faut dire, avec M. l'avocat-général, que c'est un devoir pour tout citoyen de concourir à l'administration de la justice en accomplissant les fonctions de juré, quand il est appelé à cette magistrature temporaire.

Or, si c'est un devoir, il est certain que bien souvent l'accomplissement de ce devoir sera très onéreux pour les citoyens auxquels on l'imposera. Déjà, pour la garde nationale, des réclamations unanimes sont parties du sein de la classe ouvrière pour décliner l'honneur d'être portés sur les contrôles et réclamer le droit de vivre en travaillant. L'ouvrier, en effet, n'a pas les moyens de se permettre les loisirs du corps-de-garde. Pour le jury, il en est de même. La classe ouvrière n'a pas demandé l'extension des droits qu'on lui a donnés; elle en souffre, elle s'en plaint, et l'on va voir que la Cour aujourd'hui a dû aller au-delà des termes du décret du 11 août pour concilier les droits de la justice et les intérêts saine-

ment entendus de la population ouvrière, appelée, sans l'avoir demandé, aux honneurs du jury.

Sous un autre point de vue, et dans l'intérêt de la bonne administration de la justice criminelle, l'expérience nous apprendra si le jury, ainsi composé, présente toutes les garanties de lumières et d'instruction que demandent les droits de la société et ceux des accusés.

Le projet de loi, préparé d'abord par la Commission d'organisation judiciaire, voulait que la liste des jurys de jugement fût tirée sans épuration préalable sur la liste générale de tous les électeurs: le décret du 11 août n'a pas admis ce système dont les conséquences eussent été déplorable, et il a voulu que les listes annuelles fussent extraites de la liste générale par une Commission qui, à Paris, se compose de trois membres du conseil municipal, des maires et adjoints, et des juges de paix. Ce qui s'est passé aujourd'hui à l'audience de la Cour d'assises témoigne de la négligence fâcheuse avec laquelle a été dressée la liste annuelle pour le département de la Seine.

A l'ouverture de l'audience, M. le président fait faire l'appel général des quarante noms formant la liste du nouveau jury pour la première session de décembre.

Le sieur Paquet ne répond pas à l'appel de son nom.

M. l'avocat-général de Royer: Audacien, quelle réponse a-t-on faite au domicile de ce juré?

L'audacien: Voici l'original de la notification. Il a été répondu que le juré Paquet, porté sur la liste du jury, avait été transporté à la suite des événements de juin. (Longue hilarité.)

M. l'avocat-général: Nous réquerons que le nom de ce juré soit rayé de la liste. Quant aux autres jurés qui ont fait parvenir des excuses, voici ce que nous devons dire à la Cour:

M. Sauvo, ancien rédacteur en chef du Moniteur, a écrit la lettre suivante:

Monsieur le président, J'ai reçu, il y a deux jours, l'avis que j'étais appelé par le sort à être placé sur la liste du jury pour le mois prochain. Le sort est aveugle, car il est tombé sur un vieillard de soixante-dix-sept ans. Je me suis présenté au greffe pour exposer ce motif de réforme et l'appuyer par un extrait de baptême que M. Mareuil a bien voulu se charger de vous présenter.

Si l'âge n'était pas mon excuse légale, l'état de ma santé en serait une légitime: une affection cérébrale me défend tout travail; elle me menace tous les jours de plus en plus d'un résultat que je ne crains ni ne désire, et c'est à peine, Monsieur le président, que l'âge me permet de vous présenter l'hommage de mon profond respect.

Signé: SAUVO, ancien rédacteur en chef du Moniteur Universel.

Cette lettre, dont l'auteur, après une carrière si bien remplie, paraît si nonchalant de la mort, pour parler comme Montaigne, est écoutée avec un vif intérêt.

M. l'avocat-général, continuant: M. Gaffe a fait parvenir un certificat constatant qu'il est malade et hors d'état de remplir les fonctions de juré. Nous demandons, pour lui et pour M. Sauvo, que la Cour les dispense du service du jury.

Quant à M. Geslain, ancien négociant, il produit une déclaration par lui faite à la mairie du 4e arrondissement, et de laquelle il résulte qu'il entend fixer à Orléans son domicile politique à partir du 1er janvier 1849. Cependant il a été porté sur la liste du jury. D'un autre côté, il s'est établi pas qu'il ait réellement transféré son domicile politique à Orléans.

Nous estimons donc qu'il y a lieu de surseoir à statuer nous réservant de faire prévenir ce juré qu'il doit se rendre ici pour remplir ses devoirs.

Trois autres demandes d'exemption sont encore présentées, mais fondées sur des motifs différents de ceux qui vous ont été soumis. M. Poissot, fabricant de jouets d'enfants, de jouets de luxe, demande à être excusé parce que depuis longtemps il ne fait rien, qu'il a beaucoup d'objets fabriqués, et qu'il ne serait pas fâché de les écouler (on rit) à l'approche du jour de l'an.

L'article 5 du décret du 11 avril 1848 porte, dans son 2e paragraphe: « Les citoyens qui, vivant d'un travail journalier, justifieront qu'ils ne peuvent supporter les charges résultant des fonctions de jurés, pourront, sur leur demande, ne pas être portés sur la liste. » Or, cette demande doit être adressée à l'administration qui a fait la liste, et c'est la produire trop tard que de la produire devant la Cour.

Nous pensons qu'il y a lieu de rejeter le motif présenté par le sieur Poissot.

M. Manoury, ouvrier chaudronnier, nous écrit pour nous dire qu'il n'a que le prix de sa journée pour vivre; il dit que s'il était obligé de siéger pendant une session, il perdrait ses ressources, et qu'il n'a pas, ce que nous comprenons fort bien, le moyen de rester quinze jours sans toucher de salaire. Il en est de même du sieur Gosselin, ouvrier cartonnier, qui a quatre enfants et son beau-père à nourrir, et qui produit un certificat attestant que son travail de chaque jour lui est indispensable.

En ce qui touche ces deux jurés, nous sommes obligés, quoique à regret, de demander qu'ils soient maintenus sur la liste, parce qu'ils auraient dû produire leurs réclamations devant l'administration. Nous nous engageons à leur rendre le service du jury aussi peu onéreux que possible (1).

M. le président: Quelque autre juré a-t-il des excuses à faire valoir?

Un juré: Moi, M. le président.

M. le président: Comment vous nommez-vous?

M. le président: Je me nomme Nief; je suis en maison.

M. le président: Vous êtes domestique?

Le sieur Nief: Oui, M. le président; e suis femme de ménage. (Rire général.)

M. le président: Vous êtes?

Le sieur Nief: Je dis que je fais des ménages. Vous me certifiez.

M. le président, après les avoir parcourus: Il résulte de ces certificats que vous portez en domesticité le nom de Philibert.

Le sieur Nief: Oui, M. le président.

M. le président: Où demeurez-vous?

Le sieur Nief: J'habite un méchant cabinet que je paie 12 fr. 50 c. par terme; voici mes quittances de loyer.

M. le président: C'est bien, allez vous asseoir. La Cour statuera tout-à-l'heure. Y a-t-il d'autres réclamations?

Le sieur Gosselin: J'ai dit que j'ai quatre enfants, et si je manque mon travail, je serai remplacé par mon patron.

M. le président: Est-ce tout?

Le sieur Manoury, s'avancant en tenant sa casquette à la main: Messieurs, si je reste quinze jours sans aller à mon atelier, le patron en prendra un autre, et je resterai à 73 ans.

Le sieur Poissot reproduit l'excuse alléguée dans sa lettre.

La Cour se retire pour délibérer et admet tous les motifs d'excuse, celui du sieur Poissot excepté, en se bornant, pour les ouvriers Gosselin et Manoury, sur ce qu'il est constant pour la Cour qu'ils sont, hors d'état de remplir les fonctions de jurés.

Le jury est ensuite entré en fonctions pour le jugement d'une petite affaire de vol commis par une femme Lenon dite femme Haruet.

L'accusation a été soutenue par M. l'avocat-général de Royer, et combattue par M. Lafresnoy, avocat.

Le jury a déclaré la fille Haruet coupable, avec des circonstances atténuantes, et la Cour l'a condamnée à deux années de prison.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS (6e ch.).

Présidence de M. Cazenave. Audience du 1er décembre.

COALITION DES OUVRIERS VIDANGEURS. — MENACES TERRIBLES DE MORT ET D'INCENDIE SOUS CONDITION. — INTERDICTION DE TRAVAIL PRONONCÉE CONTRE DES OUVRIERS.

Les prévenus sont au nombre de seize. Ce sont les nommés Antoine-Prospér Prudhomme, Claude Vandeu, Louis Boccart, Adolphe-Etienne-Nicolas Buzelin, François-Joseph Paul, François Léveillé, Florimond Devaux, Félix Vincent Parry, Jean Chaumeton, Jean-Claude Lemaire, Pierre-Jean Leroux, François Millaud, Jean-Baptiste-Pierre Bataille, Barbier et Pierre Montigny.

Un dix-septième prévenu, le nommé Michaud, signalé comme un des instigateurs de la coalition, a été tué au mois de juin dans les rangs des insurgés.

Après la Révolution de février, les ouvriers vidangeurs obtinrent de la Commission du Luxembourg une diminution de travail pour être payés d'un nouveau tarif des salaires. Les entrepreneurs, qui n'avaient aucun moyen d'échapper à ces exigences, les subirent; mais ils recommencèrent bientôt qu'elles étaient désastreuses et qu'elles amèneraient fatalement leur ruine dans un temps donné. En effet, l'état de la propriété, grevée d'impôts et de non-valeurs, ne permettait pas de lui demander un prix plus élevé pour le travail; et d'un autre côté, telle était l'exagération du nouveau tarif, qu'il s'était élevé, pour une semaine seulement, à la somme énorme de 300 francs.

Au mois d'octobre dernier, l'un des premières maisons de ce genre, la maison Richer, déclara à ses ouvriers qu'il ne pourrait pas continuer à traiter avec eux sur le prix fixé par la Commission du Luxembourg, et leur a proposé un nouveau contrat d'après lequel l'ouvrier vidangeur aurait un salaire fixe de 4 francs pour la nuit de travail devant produire le remplissage de huit tonnes, et bénéficierait en outre des voies de passe, c'est-à-dire des neuvième, dixième et onzième tonnes. Chaque nuit de travail représentait ainsi un salaire d'environ 6 francs pour chaque homme de l'équipe.

La majorité des ouvriers adhéra à ces propositions, qui étaient fort équitables; mais la minorité, composée des ouvriers les moins méritants et les plus mal famés, les refusa et ajouta qu'elle saurait, par la force, empêcher de travailler ceux qui auraient accepté ces conditions.

En effet, le 23 et le 26 octobre, bien que le nouveau tarif de la maison Richer ne fut pas encore en vigueur, la semaine suivante, les chefs de cette minorité désertèrent leur travail, et contraignèrent, par des menaces et des voies de fait, d'autres ouvriers à les quitter comme eux. Ces ainsi qu'ils amèneraient plus de 200 personnes autour de la maison Richer dans la soirée du 26, firent rebrousser chemin aux voitures qui se dirigeaient vers Paris, et, à dix heures, s'opposèrent à l'entrée des tonnes dans l'établissement.

Cet exemple donné par les ouvriers de la maison Richer fut bientôt suivi par ceux des autres entreprises. Des rassemblements nombreux et des désordres eurent lieu dans la soirée du 27 octobre rue Grange-aux-Belles et aux abords des barrières de la Villette et du Combat. Des charrettes, qui amenaient des tonnes dans Paris, furent forcées de rebrousser. Le travail, commencé dans différents ateliers de Paris, fut violemment interrompu.

Un fait encore plus grave est reproché aux prévenus M. Richer occupait depuis plus de vingt ans des ouvriers belges, forçons sujets, et dont il était très content. Les ouvriers exigèrent leur renvoi. M. Richer ayant résisté à cette prétention, les coalisés déclarèrent à ces ouvriers qu'ils les renverraient s'ils continuaient à travailler, et menacèrent d'incendier l'établissement de M. Richer. Effrayés de ces menaces, les Belges cessèrent leur travail, qu'ils ont cependant repris depuis l'intervention de la justice.

L'instruction signale particulièrement comme ayant pris la part la plus grande à ces désordres, les prévenus Millaud, Paul, Montigny, Buzelin, et Bataille.

Bataille était l'orateur de la coalition; il allait partout où les ouvriers se rassemblaient pour les exciter.

Prudhomme a fait entendre de vives menaces. M. Richer dépose que cet ouvrier est allé chez lui, lui a dit qu'il avait des armes et qu'il saurait faire respecter la volonté des ouvriers. Il a frappé un ouvrier qui persistait à travailler.

Barbier a également proféré des menaces: il a déclaré qu'on prendrait les maîtres qui emploieraient des ouvriers étrangers.

Les prévenus nient tous les faits qui leur sont imputés. Ils soutiennent n'avoir fait aucune menace, et avoir seulement déclaré qu'ils voulaient faire respecter la décision de la Commission du Luxembourg.

M. Richer: Dans l'intérêt des prévenus, je dois dire que presque tous sont de braves gens; il y en a seulement trois ou quatre qui ont le défaut de boire, et qui, une fois qu'ils ont bu, montent la tête aux autres.

M. le président: Il paraît même que ceux-là sont possédés de gens qui restent dans l'ombre: il en est presque toujours ainsi dans toutes les coalitions.

(1) En les récusant sans doute tous les jours, ce qui empêcherait pas ces ouvriers de perdre deux heures tous les jours pour venir assister au tirage du jury et s'occuper de leur cause. C'est là un mode de transaction que nous avons vu plusieurs fois combattu, en ce qu'il fait retomber sur les autres jurés les conséquences des récusations exercées.

M. de Gaujal, substitut de M. le procureur de la République, soutient la prévention contre tous les inculpés, à l'exception de Devaux, Parry et Vandeu, à l'égard desquels il déclare s'en rapporter à la sagesse du Tribunal.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS (7^e ch.)

Présidence de M. Jourdain. Audience du 1^{er} décembre. CLUB DE LA REINE-BLANCHE. — REFUS D'ENTRÉE A UN COMMISSAIRE DE POLICE. — DEUX PRÉVENUS.

Les sieurs Barnabé Chauvelot et Edouard Merlieux étaient traduits aujourd'hui devant le Tribunal pour infraction au décret sur les clubs du 28 juillet 1848. La poursuite était motivée sur le refus qui aurait été fait de laisser entrer le commissaire de police dans le local du club de la Reine-Blanche, rue Saint-Antoine, 104.

M. le président, à M. Chauvelot : Quels sont vos noms ? M. Chauvelot : Barnabé Chauvelot, citoyen magistrat. M. le président : Votre âge ? M. Chauvelot : Vingt-sept ans. M. le président : Votre profession ? M. Chauvelot : Apôtre des doctrines sociales. M. Merlieux déclare se nommer Edouard, âgé de vingt-deux ans, et être professeur de mathématiques. M. le président : Vous êtes tous deux les présidents du club de la Reine-Blanche ? M. le président : C'est moi, citoyen magistrat. M. Merlieux : J'ai assisté M. Chauvelot, une fois, comme vice-président d'une réunion électorale préparatoire. M. le président : Le procès-verbal de M. le commissaire de police, et c'est là le délit qu'on vous impute, constate que vous lui avez refusé l'entrée de votre réunion.

M. Chauvelot : Citoyen magistrat, je ferai simplement une observation ; je ne veux pas entrer dans des discussions de droit et de législation, matières dans lesquelles je suis peu versé ; mais ce que je dirai s'en ira très simple : je dirai que je ne comprends pas qu'on puisse, vis-à-vis du texte de la loi, qui est d'une clarté évidente, me faire perdre mon temps pour répondre à une poursuite qu'on ne devait pas m'interdire. Je répondrai, le 14 novembre, à une réunion électorale préparatoire, et je ne permets à personne, pas même à la magistrature, de dire que quand j'ai tenu une réunion électorale, j'ai tenu un club, et vous savez que j'en ai tenu ; j'ai assez de fermeté dans le caractère pour dire : Je tiens un club... M. le président : Répondez à la prévention. On vous reproche d'avoir refusé l'entrée au commissaire de police.

M. Chauvelot : Citoyen magistrat, je vais répondre catégoriquement au fait. J'ai tenu un club jusqu'au jour où il est devenu utile de s'occuper des élections. Le jour où je n'ai plus voulu tenir un club, je suis allé à la préfecture de police, et m'adressant au citoyen Ruy, parce qu'avant tout je veux qu'on respecte la loi sous un gouvernement républicain, je lui ai dit : « Mon club est fermé ; je vais maintenant ouvrir une réunion électorale préparatoire. Je me soumetts à la loi, je vous prévins. » Or, la loi est formelle pour les réunions électorales ; elles sont libres. Cela est si vrai que les magistrats de l'ordre administratif n'ont pas trouvé assez de force en eux pour venir se poser au bureau de ma réunion ; ils m'ont fait demander si je voulais les y admettre. J'ai répondu au commissaire de police, hautement, publiquement : « Je permets au citoyen magistrat de prendre ici la place de l'égalité, mais je lui défends de se placer au bureau ; serait-il mon frère, comme magistrat, je ne l'y admettrais pas. » Voilà ma réponse ; je la maintiens en forme à la loi. La loi, je l'ai fait respecter ; je m'insurge contre tout ce qui est contre la loi. Né plus que moi ne lui rend un éclatant hommage et ne veut que tous s'inclinent devant elle.

M. Marie, substitut de M. le procureur de la République, a soutenu la prévention. Après la plaidoirie de son défenseur, M. Guesnier, M. Chauvelot donne quelques explications.

Après quelques mots de réplique de M. le substitut de la République et de M. Guesnier, le Tribunal remet à jeudi pour prononcer jugement.

1^{er} CONSEIL DE GUERRE DE PARIS.

Présidence de M. Puech, colonel du 74^e de ligne. Audience du 1^{er} décembre. INSURRECTION DE JUIN. — BARRIQUES DES RUES CLOVIS ET DESCARTES. — AFFAIRE DU SIEUR OGIER, CAPITAINE DE LA 12^e LÉGION.

La justice militaire a eu déjà plusieurs fois à prononcer sur le sort de quelques individus inculpés d'avoir fomenté l'insurrection dans le quartier du Panthéon. Les débats émus qui eurent lieu lors du procès du docteur Pinel-Grandchamp, maire du 12^e arrondissement, ont fait connaître les faits généraux du mouvement insurrectionnel. Aujourd'hui c'est un épisode de ce drame qui vient de nouveau se dérouler devant le Conseil de guerre. Il s'agit du sieur Joseph Ogier, boulanger, rue Mouffetard, capitaine dans la 12^e légion.

L'accusé est un homme de très petite taille, qui, par sa dévotion de Barbès, exerçait une grande influence sur les ouvriers de son quartier. L'accusation lui impute d'avoir présidé aux constructions de la barricade de la rue Clovis, d'avoir exercé un commandement dans l'insurrection, et d'avoir distribué des cartouches aux insurgés qui défendaient cette barricade.

Ogier, interrogé par M. le président, a prétendu que s'il avait distribué des cartouches, et s'était mêlé à des individus que l'on a considérés comme des insurgés, il était dans la persuasion qu'il se trouvait avec des gardes nationaux qui n'avaient pu rejoindre leurs compagnies et étaient disposés à défendre leur quartier dans l'intérêt de l'ordre.

Près de cinquante témoins, cités tant par le ministère public que par l'accusé, ont été entendus. L'audience a été suspendue à sept heures du soir pour quelques instants seulement.

A la reprise, M. le commandant Delattre, commissaire du Gouvernement, a soutenu l'accusation sur tous les chefs imputés au capitaine Ogier, qui a été, selon lui, l'un des agents les plus actifs de l'insurrection.

M. Clément Sostènes a présenté la défense. Le Conseil, après une demi-heure de délibération, a déclaré l'accusé coupable d'avoir pris part à un mouvement insurrectionnel, étant porteur d'armes apparentes, et l'a condamné à la peine de dix années de travaux forcés.

CHRONIQUE

PARIS, 1^{er} DECEMBRE. Le Gouvernement a reçu aujourd'hui, par dépêches télégraphiques, la nouvelle de la nomination comme représentants :

1^o De M. le maréchal Bugeaud et de M. le général Regnaud de Saint-Jean d'Angely dans la Charente-Inférieure ;

2^o De M. Rodot dans l'Yonne. On ne connaît point encore le chiffre des majorités obtenues par ces trois nouveaux représentants.

Un conflit survenu entre MM. Félix Pyat et Proudhon, conflit dont nous avons cru devoir nous abstenir de parler jusqu'à ce moment, a motivé aujourd'hui une rencontre entre ces deux membres de l'Assemblée nationale. Deux bal est ont été échangées de part et d'autre sans que l'un ou l'autre des deux adversaires ait été atteint. Les témoins sont alors intervenus et ont contraint les deux adversaires de se serrer la main.

Les journaux l'Opinion publique et la Patrie avaient reproduit hier, sur la foi de l'Indépendant de Toulouse, deux lettres, l'une du maréchal Bugeaud, l'autre du général de Lamoricière. Ces deux pièces sont l'œuvre d'un faussaire.

Le Gouvernement a expédié l'ordre, par le télégraphe, au procureur de la République, à Toulouse, de manier à son parquet le gérant de l'Indépendant pour accepter la responsabilité de ce faux ou en désigner le coupable à la justice.

On lit à ce sujet dans l'Opinion publique de ce jour : Nous recevons de M. le général de Lamoricière la note suivante, qui dément l'authenticité d'une lettre que nous avons empruntée à un journal du Midi ; c'est à l'Indépendant de Toulouse à s'expliquer sur l'origine de cette lettre.

Monsieur le rédacteur, Vous avez reproduit, d'après l'Indépendant de Toulouse, une lettre que j'aurais écrite à M. le maréchal Bugeaud, et une réponse que le maréchal m'aurait faite. Ces deux pièces ont été l'une et l'autre inventées par celui qui les a livrées à la publicité. Je n'ai pas écrit à M. le maréchal Bugeaud, et je n'ai pas reçu de lettre de lui depuis la Révolution de Février. Je laisse à vos lecteurs à apprécier la loauté des correspondants du journal de Toulouse. Je vous prie, et au besoin je vous requiers, d'insérer la présente lettre. Recevez, Monsieur le rédacteur, mes salutations. Général de LAMORICIERE.

M^l Guinier, après un premier mariage, a convolé en secondes noces avec M. Cottin, ancien militaire, veuf comme elle. Elle jugea à propos de stipuler non-seulement sa séparation de biens, mais encore le droit privatif à son profit de fixer où elle le jugerait convenable le domicile conjugal. Quoique M^l Cottin fût de tout point, si l'on en croit la notoriété, la maîtresse au logis, la discordance, au bout d'un semestre, s'introduisit dans le ménage, et continua de régner avec une telle intensité que, d'un accord commun, les époux mirent, dans leurs habitations séparées, la distance de quelques myriamètres.

M. Cottin avait un fils, M. Adolphe Cottin, qui, après le décès de sa belle-mère, a produit un testament olographe par lequel cette dernière l'instituait légataire de tout son bien, de rentes, de capitaux, de son mobilier, et d'un pressoir.

Le sieur Guinier, frère de la défunte, a prétendu que cet acte était l'œuvre d'un faussaire, et que pas une ligne n'en avait été écrite par M^l Cottin. Le Tribunal de première instance d'Auxerre ordonna la vérification de ce fait par trois experts, savoir : un notaire, un maître interne à l'école normale primaire et un vérificateur de l'enregistrement. Ces experts, dont le travail est des plus volumineux et basé sur un énorme dossier de pièces de comparaison, a établi que le testament témoignait de l'observation de principes calligraphiques en tout temps inconnus à M^l Cottin. Pour donner une idée de l'immensité de cette œuvre, nous dirons seulement que la lettre a été, de la part des experts, l'objet de près de 3,000 observations comparatives.

Le Tribunal, indépendamment des faits divers qui indiquent que M^l Cottin n'avait pas pour son beau-fils de sentiments beaucoup plus tendres que pour son époux, a partagé l'opinion des experts, et rejeté la demande en délivrance de legs.

Sur l'appel, M^l Lacan, avocat de M. Cottin, exposait devant la 1^{re} chambre de la Cour d'appel, que, dans plusieurs circonstances, M^l Cottin avait hautement manifesté l'intention formelle d'avantager M. Adolphe Cottin. Un jour que, ce dernier lui avait apporté une boîte de bonbons, elle fut si satisfaite du procédé qu'elle dit à son mari : « Je voudrais donner quelque chose en échange à notre fils. — Eh bien ! dit le mari, donne lui un petit papier. — Mais, répliqua-t-elle, j'écris si mal que je crains qu'on ne se moque de moi. Enfin, allez vous promener un moment, et je vais voir ce que j'ai à faire. » C'est au retour de cette promenade que M^l Cottin donna à Adolphe Cottin le testament qu'elle avait pris le temps d'écrire.

Mais le sieur Guinier opposait un grand nombre de faits peu concordants avec le fait de cette liberté. Ainsi, suivant lui, M^l Cottin, usant à la rigueur de la séparation de biens, se faisait souscrire par son mari la reconnaissance d'un prêt de 50 fr. ; elle se faisait payer par lui le prix d'objets de la plus mince valeur, de tonneaux, de barriques de vin qu'il achetait chez elle ; elle n'avait avec Cottin fils que des relations de simple politesse. Il est d'autant moins probable que le testament, qui aurait investi Adolphe Cottin d'une fortune de 60 à 70,000 fr., a été fait par M^l Cottin, que ce testament disposé notamment d'un pressoir, qui n'appartenait pas à M^l Cottin, laquelle ne pouvait l'ignorer.

La Cour, après un examen du testament et des nombreuses pièces de comparaison apportées au greffe, a confirmé purement et simplement le jugement attaqué.

M. Philippe, ingénieur, a fait avec M. Morin, directeur des Variétés, un traité par lequel il s'engageait à faire représenter sur le théâtre des Variétés, pendant soixante représentations, qui, suivant M. Morin, devaient commencer le 25 novembre, deux ou quatre tableaux aériens. A l'époque fixée M. Philippe n'était pas prêt ; et le théâtre, qui comptait sur lui, a été obligé de faire relâche. M. Morin, pour réparation du préjudice que lui a causé ce relâche, a fait assigner M. Philippe devant le Tribunal de commerce en résiliation de traité, et en paiement d'une somme de 3,600 francs pour le montant présumé de la représentation qui a manqué, et en 5,000 francs de dommages-intérêts.

M. Philippe prétend qu'aucune époque n'avait été fixée pour le commencement de ses représentations ; qu'il n'a été prévu que par l'affiche du théâtre et la veille seulement du 25 novembre que M. Morin avait fixé à ce jour la première représentation, mais que le théâtre n'était pas disposé pour les exercices ; qui exigent la pose de différents appareils pour suspendre les personnages qui figurent dans les tableaux aériens, et que le retard provient de M. Morin, il offre de donner ses représentations aussitôt que le théâtre sera en mesure de lui livrer les appareils, et il demande de son côté 10,000 francs de dommages-intérêts, parce que le retard qu'il impute à M. Morin lui cause des dépenses considérables, obligé qu'il est de loger, nourrir et entretenir les trente personnages, hommes et femmes, qui doivent figurer dans les tableaux aériens.

Le Tribunal, présidé par M. Moinery, après avoir entendu M^l Petitjean, agréé de M. Morin, et M^l Augustin Ervillé pour M. Philippe, a continué la cause à quinzaine.

— Nous avons déjà entretenu nos lecteurs des con-

taisons qui se sont élevées entre M. Gallois, ancien directeur du Cirque-National du boulevard, et M. Mirecourt, directeur de l'Opéra-National, au sujet de la loge que M. Gallois s'était réservée à l'avant-scène de ce théâtre.

M. Gallois avait obtenu gain de cause tant devant le Tribunal de commerce qu'un appel. Cette même contestation se re ; rodut aujourd'hui devant le Tribunal de commerce entre M. Gallois et M. Meyer, qui vient d'inaugurer l'ancien Cirque par la Poule aux œufs d'or. Lorsque M. Gallois s'est présenté à la première représentation de cette féerie pour occuper sa loge, l'entrée lui a été refusée, M. Meyer déclarant qu'il ne connaissait pas le traité intervenu entre M. Gallois et M. Mirecourt, et que, dans tous les cas, il ne pouvait être tenu de l'exécuter.

Le Tribunal, présidé par M. Moinery, sur les observations de M. Tournaire, agréé de M. Gallois, et de M. Petitjean, agréé de M. Meyer, a continué la cause à mardi prochain.

M. Lordereau, auteur d'une pièce en douze tableaux intitulée : Pierrrot communiste, ou la Partagomanie, avait chargé l'un de ses amis, M. Eugène Perrache, de porter sa pièce au directeur des Spectacles-Concerts ; M. Perrache n'ayant pas trouvé le directeur, et qu'il serait indifférent à M. Lordereau de voir jouer sa pièce sur un autre théâtre, et il s'adressa à M. Billon, directeur des Funambules, et traita avec lui. Il fut convenu que M. Lordereau toucherait 10 francs par chaque représentation de Pierrrot communiste. M. Billon fit de suite mettre la pièce à l'étude et commença les répétitions ; il suspendit même les répétitions commencées d'une autre pièce, les Epreuves.

M. Lordereau, rétabli de l'indisposition qui l'avait empêché de porter lui-même sa pièce aux Spectacles-Concerts, se rendit aux Funambules pour assister à la répétition des premiers tableaux de sa pièce, et là M. Billon lui aurait dit que Pierrrot communiste ne convenait nullement au public de son théâtre, qui compte un assez grand nombre d'adeptes de religions de MM. Cabet ou Proudhon ; que non seulement la pièce ferait fou (terme de théâtre qui veut dire qu'elle n'aurait pas de succès), mais encore qu'il exposerait ses acteurs à recevoir des pommes plus ou moins cuites, et qu'il l'engageait à la porter à un autre théâtre.

M. Lordereau ne se le fit pas dire deux fois, cette conversation rentra complètement dans son idée première, et comme il préférait pour Pierrrot communiste le public des Spectacles-Concerts à celui des Funambules, il porta son manuscrit au premier de ces théâtres.

L'affiche des Spectacles-Concerts annonçait il y a quelques jours la première représentation de Pierrrot communiste, lorsque M. Billon, directeur des Funambules, assigna devant le Tribunal de commerce MM. Lordereau et Eugène Perrache en paiement de dommages-intérêts, pour l'indemniser des frais d'étude, de décoration et de costumes, qu'il prétend avoir faits pour Pierrrot communiste. Ces dépenses s'ont contestées par M. Lordereau.

Le Tribunal, présidé par M. Moinery, après avoir entendu MM. Lordereau et Eugène Perrache en personne, M^l Prunier-Quatremer, agréé de M. Billon, et M^l Bordeaux, agréé du directeur des Spectacles-Concerts, a mis la cause en délibéré, au rapport de M. Courriot.

Une affaire de blessures de la nature la plus grave, et qui présentait des circonstances assez singulières, a occupé aujourd'hui le Tribunal de police correctionnelle. Un mari, de retour d'un petit voyage, M. Lherminier, avait convié plusieurs de ses amis à fêter sa bienvenue par un bon dîner. Un nombre des convives se trouvait Provost, l'ami intime de la maison ; le repas se prolongea fort longtemps, et pendant sa durée, le mari crut s'apercevoir qu'il existait une trop parfaite intelligence entre Provost et M^l Lherminier. Il dissimula pourtant. Le repas enfin terminé, les convives se retirèrent. Cependant la maîtresse de la maison demanda à son mari et en obtint la permission, de terminer la fête au théâtre voisin. Elle part avec son fils et une jeune personne attachée à son service. M. Lherminier avait vague pressentiment que cette partie de spectacle n'était qu'un prétexte à un rendez-vous. Une heure après donc, et toujours sous l'influence de cette fâcheuse pensée, il quitta sa boutique et se rend furtivement au spectacle, où il surprit sa femme causant assez intimement avec Provost. Il a le bon esprit de ne pas faire une esclandre publique, mais confirmé plus que jamais dans ses soupçons et le rage dans le cœur, il retourne chez lui. Le portier, effrayé de l'état de surexcitation dans lequel il le voit, lui en demande la cause. M. Lherminier, hors de lui, fait la terrible confidence ; alors, la glace étant une fois rompue, le concubine ne croit pas devoir rester en arrière, et le voilà commençant l'historique de tout ce qui s'était passé en l'absence de son interlocuteur qui en apprend assez pour ne pouvoir plus conserver le moindre doute sur l'étendue de son malheur.

On comprend sans peine que les confidences du potier dussent faire sur lui l'effet de l'huile jetée sur le feu ; aussi sa fureur était-elle à son comble, lorsque la fatalité ramena devant lui Provost, dont la joyeuse humeur lui parut en ce moment le plus cruel sarcasme. Alors commença entre eux une altercation des plus vives, où les verbes se croisaient jadis très fréquemment à la tête, et qui se termina par une lutte fatale à Provost, qui reçoit en pleine poitrine, et de la main forcée de Lherminier, plusieurs coups qui lui ne prirent d'abord que pour des coups de poing, mais qui à son sang coulant en abondance il reconnut enfin pour des coups d'un forêt dont son adversaire s'était armé.

Aux cris de la victime tout ensanglantée, on s'empresse, on accourt, on l'arrache des mains de Lherminier furieux, et transporté chez lui à grand peine, il y a fait une longue et cruelle maladie, à la suite de laquelle ses quatre blessures ont fini par se guérir et se cicatriser.

Tels sont les faits qui ont motivés la plainte dont Provost a saisi le Tribunal : on entend le plaignant lui-même et plusieurs témoins, qui racontent la scène que nous venons d'exposer plus haut.

Contrairement aux conclusions de M. l'avocat de la République Pugot, qui requiert l'application de l'art. 311, le Tribunal, après en avoir délibéré, renvoie Lherminier de la plainte.

C'est une prévention d'attentat aux mœurs, qui fait comparaitre la femme Gréet, marchande de vins à Vincennes, devant le Tribunal de police correctionnelle ; les débats de cette triste affaire ont révélé des circonstances vraiment déplorable.

Une jeune et jolie personne de dix-huit ans environ, Hortense, sort un jour de chez ses parents, honnêtes ouvriers, qui l'avaient chargée d'une commission pour le ménage. Les heures se passent et Hortense ne revient pas ; la nuit vient, et l'absence prolongée de la jeune fille plonge toute sa famille dans la plus vive inquiétude. Le père fait des démarches de son côté, la mère du sien, impossible de retrouver les traces de leur pauvre enfant. L'autorité prévienne ses livres aux recherches les plus actives, qui restent sans résultat.

Enfin, après plusieurs jours d'angoisses, un ami de la famille vient prévenir le père qu'il a trouvé Hortense chez la femme Gillet, marchande de vins à Vincennes, où elle paraît remplir les fonctions de fille de cuisine. Le père se hâte d'accourir à l'adresse indiquée, et reconnaît en effet

son enfant sous la triste livrée d'une lavasse de valets.

Il l'interroge, et apprend d'elle que la triste vérité : lorsqu'elle sortit de la maison paternelle, pour faire la commission dont on l'avait chargée, Hortense, succombant à un excès de gourmandise, préleva une somme de 3 francs sur l'argent qui lui avait été confié, et en acheta du chocolat. N'osant plus rentrer chez son père, dans la crainte d'être grondée, elle erra du côté de Vincennes, où elle eut le malheur de faire une mauvaise rencontre. Abandonnée par son séducteur le lendemain matin de sa faute, elle errait encore à l'abandon, lorsqu'une femme vint l'engager à la suivre chez la prévenue, qui lui donnerait certainement l'hospitalité.

Hortense se laissa conduire, ne se doutant guère du piège où elle devait tomber, où elle tomba, dit-on ; car ce prétendu refuge n'était qu'une maison isolée, on y spécula indignement sur sa jeunesse, sur sa beauté, tout en lui faisant payer encore cette fatale hospitalité par les plus durs services.

La pauvre enfant, les yeux baissés et la rougeur au front, raconta sa triste histoire, et le Tribunal, conformément aux conclusions de M. l'avocat de la République Pugot, condamne la femme Gillet à six mois de prison et à 50 fr. d'amende.

Sigraud, jeune garde mobile, est traduit devant le Tribunal de police correctionnelle sous la prévention de voies de fait envers un agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions.

On entend comme témoin le sergent de sa compagnie, qui dépose ainsi : Cet homme était encore à boire dans le casern, qui est justement en face de la caserne, et cependant c'était l'heure de rentrer. L'adjudant de service m'ordonna de l'aller chercher, et je partis sur-le-champ, résolu d'employer la douceur, qui vaut toujours mieux que la force.

M. le président Turbat : Dites-moi, Sigraud est-il un bon soldat ? Le sergent : Comme ça... A jeun, je ne dis pas... mais quand il a bu c'est un diable.

M. le président : Et boit-il souvent ? Le sergent : Mais de deux jours l'un à peu près. Je m'en vais donc à lui et je lui dis en douceur : « Voyons, sois raisonnable, rentre donc au quartier ; je ne voudrais pas être obligé de te faire prendre par la garde. »

M. le président : Je vous ferai observer en passant, que le tutoiement entre chefs et soldats ne me paraît pas un bon moyen de faire observer rigoureusement la discipline. Le sergent : Pour lors, lui, déjà ivre comme le vin, s'est rebellé en injures et en voies de fait, si bien que la garde est accourue à mon secours, et voilà toute l'affaire.

M. le président à Sigraud : Vous avez déjà subi de nombreuses condamnations au corps, et toujours par suite d'ivresse, il est bien à craindre que vous ne soyez incorrigible. Sigraud : C'est que, voyez-vous, j'étais maçon avant d'être mobile ; mais c'est bien fini, je ne bois plus jamais. Après ça, je vous ferai la remarque, comme vous le pourrez voir vous-même sur mon état de punition, que je n'en ai pas subi du tout de moi le 23 juin jusqu'à la grande moitié de juillet, ce qui prouve que j'ai tenu à bien me montrer et à faire mon devoir pendant les journées de juin, et mes chefs ont été contents de moi.

M. le président : A la bonne heure, mais tous les mois de l'année il faut bien vous conduire. Sigraud : Mon Dieu, pour ça, c'est bien simple, il suffit seulement de ne plus boire, et j'en fais ici le serment définitif. (On rit.)

Le Tribunal condamne Sigraud à un mois de prison.

Le 2 novembre, sur un banc de l'avenue de Lamoricière Piquet, un sergent invalide contait ses campagnes à la veuve Mellier, qui les saupoudrait d'une infinité d'agréments. Ce dialogue, entendu par des gardiens de Paris, est rapporté aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel, où la veuve Mellier comparait pour répondre à une tentative de vol.

Le gardien de Paris : Voyant Madame assise, à des neuf heures de la nuit, à côté d'un invalide, mon camarade me dit : « Attention, ce doit être une pratique ; il me semble que les doigts lui démanchent. » Là-dessus nous nous sommes cachés derrière un arbre, et nous avons écouté la conversation. Le sergent disait : « Ça n'est pas drôle, allez, madame, de se voir à rêver dans sa carrière par un boulet qui vous emporte une jambe. Sans ce boulet je serais capitaine comme les autres, et je ne mangerais pas les zharicots des invalides. — Sergent, lui répondait la veuve, vous avez tort de vous plaindre ; deux jambes peuvent être utiles dans la première jeunesse, mais à votre âge, du côté du sexe, et vous êtes plus avantageux de n'en avoir qu'une. — Comment ça ? — C'est bien clair : une femme qui a la faiblesse de s'attacher à un homme n'aime pas à le voir partir, et c'est bien difficile de reteir un homme qui a ses deux jambes. — Comme ça, vous n'aimez pas tout de même un manchot ? — Oh ! jamais ; un manchot ça court tout de même, et d'ailleurs un bras de moins c'est disgracieux, ça vous déjette un homme. »

M. le président : Arrivez à la tentative de vol. Le témoin : C'est toujours en préférant les jambes de bois aux manchots, aux nez d'argent, aux yeux de taffetas et à toutes les autres infirmités des invalides que la veuve est parvenue à enjôler si bien le sergent qu'il ne faisait plus attention qu'elle lui barbotait les poches ; c'est alors que nous nous sommes montrés, et à cet instant, car la montre du sergent ne tenait plus qu'à un fil.

Les dépositions d'un second gardien de Paris et du sergent ne venant en aucune manière infirmer ce récit, la veuve Mellier a été condamnée à un mois de prison.

DEPARTEMENTS.

Nivèze (Nèvers), 29 novembre. — Nos lecteurs se rappellent que, le 26 juin, alors que l'émeute grondait dans Paris, un des fils de M. de Bouillé, attaché comme officier d'état-major au ministère de la guerre, arrivait à Saint-Pierre, porteur d'un ordre du général Cavaignac pour l'armée des Alpes ; que le sieur Rat, maire de la ville, ayant conçu des soupçons sur la réalité de cette mission, fit arrêter et escorter le jeune officier jusqu'à Moulins, où le général commandant le département lui permit de continuer sa route.

Cette arrestation momentanée avait produit une certaine fermentation à Saint-Pierre, où circulaient sourdement des bruits de complots légitimistes. L'autorité locale avait cru devoir placer des postes de gardes nationaux aux abords de la ville, et l'on arrêta impitoyablement tous ceux qui se présentaient sans être porteurs de papiers bien en règle.

Le soir même de ce jour, M. de Bouillé père, qui avait appris vaguement, en arrivant de Nevers à Villars, ce qui était advenu à son fils, étant accouru vers onze heures du soir à Saint-Pierre pour s'enquérir de la vérité, fut lui-même arrêté et conduit au poste.

Malgré ses réclamations, le maire, l'adjoint (le sieur Lapeyre), et le commandant de la garde nationale (le sieur Gaudinot), jugèrent prudent de le faire conduire

à la prison de ville, d'où il fut transféré le lendemain matin à Nevers, et remis en liberté par l'ordre de M. le secrétaire général Lebas.

Sur la plainte de M. de Bouillé, déposée au parquet du procureur, la cour de Bourges ordonna une enquête qui eut pour résultat la mise en accusation de MM. Rat, Lapeyre et Gaudinot, comme coupables d'arrestation arbitraire, d'attentat à la liberté d'un citoyen.

Traduits devant la Cour d'assises, les trois accusés, qui étaient défendus par M^{rs} Balandreau, Frebault et Michel, ont été acquittés.

— HAUTE-VIENNE (Limoges), 28 novembre. — Il a été commis lundi dernier, sur la route de Saint-Junien, à six ou sept kilomètres de Limoges, un crime audacieux qui rappelle les exploits de la bande des Endormeurs et qui doit inspirer aux voyageurs une salutaire défiance.

Deux Auvergnats, le nommé Vignaut, et son petit domestique Pierre Imadé, montaient la côte de l'Aurance quand ils furent accostés par deux individus qui entrèrent en conversation avec eux, et se constituèrent, bon gré, mal gré, leurs compagnons de route.

Arrivés au sommet de la côte, à l'endroit qu'on appelle la Croix de Landouze, les deux hommes proposèrent de boire un coup, et poussèrent, malgré toutes leurs observations, les deux Auvergnats dans une auberge.

Les verres furent remplis, mais au moment où l'un allait boire, l'un des inconnus dit : « Ce vin ne paraît pas fameux ; j'ai du sucre dans ma poche, je vais y en mettre ; » aussitôt il prit dans une de ses poches de côté une certaine quantité de poudre blanche qu'il distribua dans les verres, ayant soin sans doute d'oublier son verre et celui de son camarade, ou d'y mettre véritablement de la poudre de sucre.

Immédiatement après avoir bu, on se remit en route ; on n'avait pas fait un demi-kilomètre que les deux Auvergnats tombaient sans connaissance et Vignaut était dévalisé de 37 pistoles, dont il avait eu l'imprudence de s'avoir possesseur.

Un cantonnier a trouvé les deux Auvergnats blessés, couverts de sang, tout étourdis, pouvant à peine se soutenir. Il les a conduits au Breuille, où les soins convenables leur ont été donnés et d'où l'on s'est empressé de venir à Limoges prévenir la police.

Les deux Auvergnats ne sont ni l'un ni l'autre en danger, ils ne perdront pas la vue, comme on a pu le craindre. La Stramoinie (Datura-Stramonium, avec laquelle, très probablement, ils ont été endormis, produit des accidents d'abord très graves : un assoupissement profond, une éciété passagère, des hallucinations, du délire, etc., mais en général ces accidents se dissipent sans laisser après eux des résultats fâcheux.

ETRANGER.

ESPAGNE (Santander), 23 novembre. — Le Conseil

de guerre ordinaire chargé de juger les soixante-neuf soldats qui se sont insurgés sur un bâtiment de transport (1), s'est assemblé le 17 de ce mois à Santander.

L'information et les débats ont constaté que soixante-neuf recrues des régiments péninsulaires de Léon et de Cantabrie, se sont insurgés à bord de la goélette la Montanesa, qui les conduisait à l'île de Cuba. Après s'être assurés de la personne de M. Escadillo, capitaine, et de Bolsigas, cuisinier, ils ont forcé un soldat nommé Augusto Lillendahl, qui connaissait un peu la navigation, à leur servir de pilote pour les conduire sur la côte de France. Mais la goélette a été reprise par un brick de guerre espagnol et menée à Santander.

Le procureur fiscal, en concluant à la peine de mort contre quinze des accusés, six années de prisons contre six autres, et à l'absolution de quarante-huit prévenus, qui seront néanmoins enrôlés dans les bataillons coloniaux disciplinaires, a déclaré que la sentence ne serait pas exécutée dans toute sa rigueur. Il a particulièrement invoqué la jeunesse et l'inexpérience de Gimenes, et l'entraînement auquel il a cédé lorsque les insurgés l'ont choisi pour leur chef. Les accusés, a-t-il dit, seront, nous n'en doutons pas, l'objet de la clémence de notre souverain, et le jour de la sainte-Isabelle, que nous célébrons après-demain, n'aura pas lui en vain pour eux.

Le conseil de guerre a prononcé conformément aux conclusions de M. le procureur fiscal, il a ordonné que les condamnés à mort seraient passés par les armes sur la goélette même qui a été le théâtre du soulèvement ; mais il a ordonné qu'il serait sursis à l'exécution jusqu'à la décision du capitaine général, gouverneur de la province. Le capitaine général a transmis lui-même à Madrid une demande de commutation de peine en faveur des accusés.

— ETATS-UNIS (New-York), 14 novembre. — L'élection si longtemps disputée du général Taylor est enfin consommée. Il sera le douzième président des Etats-Unis.

Parmi les bulletins déposés dans l'urne de l'élection présidentielle en faveur du général Taylor, il en est deux qui méritent d'être rapportés.

L'un est celui de M. Custis, de la grande famille de Washington, qui, pour la première fois, était appelé à donner sa voix dans ce grand débat, il habite, en effet, la ville d'Alexandrie, qui, comprise jusqu'à l'année dernière dans le district de Colombie, se trouvait exclue du scrutin. Incorporée maintenant à la Virginie, en vertu d'un acte du Congrès, elle a reconquis pour ses habitants le droit de voter, et M. Custis en a profité pour donner, comme il l'a dit lui-même, « la virginité de son suffrage » à l'homme qui offre tant et de si frappantes analogies a-

vec son aïeul.

Le vote du général James Taylor, parent éloigné de l'heureux candidat, n'est pas moins remarquable. Agé de quatre-vingt ans et cloué dans son lit, le vieux soldat n'a pas voulu mourir sans accomplir ce qu'il regardait comme un dernier devoir envers son pays. Sur sa demande, les scrutateurs se sont rendus auprès de lui ; le 7 novembre au matin, et son bulletin est le premier qui soit tombé dans l'urne électorale à Newport (Kentucky). Le soir même, le général s'éteignait doucement, heureux, sans doute, de mourir, en quelque sorte, à son poste de citoyen.

— Un drame qui rappelle la vieille histoire des Capulets et des Montaigus, s'est passé dernièrement à Yellville, dans l'Arkansas. Deux familles, les Everetts et les Tutts, s'étaient juré une haine éternelle, et nombre d'habitants, se rangeant sous l'un ou l'autre étendard, avaient fini par diviser le pays en deux camps véritables. Les Everetts ayant enfin décidé que les Tutts et leurs adhérents devaient être expulsés de la contrée, une véritable bataille eut lieu il y a quinze jours entre les deux partis. Trois hommes ont été tués et plusieurs blessés de la manière la plus grave. On a déployé de part et d'autre un acharnement égal ; cependant la victoire paraît être demeurée en définitive aux Everetts.

— BELGIQUE. — Les trois derniers jours de la semaine passée ont été consacrés par la Cour d'assises, séant à Gand, à l'examen de la poursuite intentée au nommé Frédéric Maes, âgé de vingt-sept ans, domestique de ferme, né et domicilié à Melsele (Waes), accusé d'avoir commis, le 28 mai dernier, un assassinat sur la personne d'Amelbergue Huybens, servante chez les frères Vermeulen, cultivateurs dans ladite commune, assassinat suivi de vol.

Frédéric Maes était sorti, le 18 mai dernier, de la maison de correction de Saint-Bernard, où il avait été détenu pour vol. Ce fut le 28 du même mois qu'il assassina l'infortunée Amelbergue Huybens, pendant que ses maîtres étaient allés assister à la grand-messe, et qu'il vola environ 75 fr., une montre en argent, etc.

Les preuves apportées contre l'accusé étaient si accablantes que le jury l'a déclaré coupable sur toutes les questions. Samedi, à huit heures du soir, la Cour d'assises a prononcé son arrêt qui condamne Frédéric Maes à la peine de mort et ordonne qu'il subira sa peine sur une des places publiques de Saint-Nicolas.

JARDIN-D'HIVER. — C'est demain dimanche qu'aura lieu au Jardin-d'Hiver le grand Festival de jour donné par l'Orchestre et les artistes de l'Opéra-Comique au bénéfice d'un jeune sourd et muet. Tout Paris voudra voir et applaudir M^{rs} Lavoye, Darcier, Ugalde, Lemercier, MM. Audran, Jourdan, Hermann-Léon et Bataille, les chanteurs aimés de la salle Favart. L'Orchestre sera dirigé par M. Merlé, les solos de flûte et de violon exécutés par MM. Altès et Béro ; le piano

tenu par MM. Garand et Ugalde, et les intermèdes composés par MM. Sainte-Foy et Neuville. Jamais programme plus piquant et aussi complet n'aura encore défrayé nos concerts. — S'adresser d'avance au Ménestrel, 2 bis, rue Vivienne, pour les places réservées.

Bourse de Paris du 1^{er} Décembre 1848. AU COMPTANT.

Table with columns for various financial instruments like 'Cinq 0/0, Jouis du 22 mars', 'Quatre 1/2 0/0, du 22 mars', etc., and their corresponding prices.

Table titled 'CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET' with columns for 'AU COMPTANT' and 'AU COMPTANT' listing various railway companies and their stock prices.

SPECTACLES DU 2 DÉCEMBRE.

THEATRE DE LA NATION. — THEATRE DE LA REPUBLIQUE. — OPERA-COMIQUE. — ITALIENS. — ODEON. — THEATRE-HISTORIQUE. — VAUDEVILLE. — GYMNASSE. — VARIETES. — THEATRE MONTANSIER. — PORTE-SAINT-MARTIN. — CIRQUE. — THEATRE-CROISEUR. — FOLIES. — DELASSEMENTS COMIQUES. — DIORAMA.

Ventes immobilières.

AUDIENGE DES CRIÉES.

GRANDE PROPRIÉTÉ.

Etude de M^r DYVRANDE, avoué, rue Favart, 8. Adjudication, le mercredi 13 décembre 1848, au Palais-de-Justice, à Paris, une heure de relevée. D'une grande PROPRIÉTÉ située à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, 257, comprenant quatre boutiques, quatre corps de bâtiment avec magasin, écurie et remise. Terrain servant de cour. Contenance totale, 1367 mètres environ. Mise à prix : 400,000 fr.

QUATRE MAISONS.

Etude de M^r AUBRY, avoué à Versailles, rue de la Cathédrale, n° 2. Adjudication sur licitation, en l'audience des criées du Tribunal civil de Versailles, le jeudi 14 décembre 1848, heure de midi, en trois lots : 1^o Une MAISON sise à Versailles, rue de l'Orangerie, n° 25. Mise à prix, 30,000 francs. 2^o Une MAISON sise à Paris, quai Pelletier, 32. Mise à prix, 30,000 francs. 3^o Deux MAISONS se joignant, sises à Paris, rue Simon-le-Franc, n° 11 et 13. Sises à Paris, n° 60,000 francs. S'adresser à Versailles : 1^o A M^r AUBRY, avoué, poursuivant rue de la Cathédrale, n° 2. 2^o A M^r Messier, avoué coadjuteur, place Hoche, n° 10. 3^o Et à Paris, à M^r Em. Morin, avoué, rue Richelieu, n° 102.

LE GÉNÉRAL CAVAIGNAC

NATIONALE. Texte du Moniteur. Edition avec portrait. 5 fr. le 100 ; 50 fr. le 1,000. — Adresser mandats sur la poste ou sur une maison de Paris, à l'Administrateur de la Librairie des Communes, rue Dauphine, 24. — Les envois d'exemplaires seront immédiatement faits. En ajoutant six francs de plus à la demande, on recevra CENT VINGT exemplaires assortis de TRENTE publications nouvelles qui concernent l'élection.

5 CENTIMES

- 1. Candidature de LOUIS BONAPARTE. 2. L'ONCLE ET LE NEVEU. 3. LES CHAPEAUX DE L'EMPEREUR. 4. Histoire de L. Bonaparte, racontée par Athanase P... 5. Idem, par l'AGLE DE BOULOGNE. 6. Idem, par UN VIEUX GROGNARD. 7. GRANDES AVENTURES de L. Bonaparte. 8. QUELQUES MOTS de Vie de L. Bonaparte. 9. Ses VICTOIRES ET CONQUÊTES. 10. COMPLAINTES sur ses VICTOIRES. 11. L'AGLE DE BOULOGNE, etc. 12. Le GATEAU DES ROIS, etc.

AVIS DIVERS.

Les liquidateurs de la société BERENGER, ROUSSEL et C^o ont l'honneur de prévenir MM les porteurs d'obligations de l'emprunt contracté par MM. Sterlingue et C^o, qu'il sera procédé au tirage au sort de cent obligations qui seront acquittées dans le mois de janvier prochain. Cette opération aura lieu au siège de l'établissement, rue Moutferrat, 311, le dimanche 17 décembre prochain, à une heure de relevée. MM. les propriétaires d'obligations sont invités à y assister, en justifiant de leur qualité par la production de titres.

AVIS DIVERS.

Les liquidateurs de la société BERENGER, ROUSSEL et C^o ont l'honneur de prévenir MM les porteurs d'obligations de l'emprunt contracté par MM. Sterlingue et C^o, qu'il sera procédé au tirage au sort de cent obligations qui seront acquittées dans le mois de janvier prochain. Cette opération aura lieu au siège de l'établissement, rue Moutferrat, 311, le dimanche 17 décembre prochain, à une heure de relevée. MM. les propriétaires d'obligations sont invités à y assister, en justifiant de leur qualité par la production de titres.

CONSERVATION

DE LA CHEVURE par la Pomme de Duvyren, reconnue efficace pour faire repousser les cheveux, en arrêter la chute et la décoloration. — Chez MALLARD, pharmacien, rue d'Argenteuil, 33. (1839)

PARALYSIE, RHUMATISME, ASTHME

par le galvanisme (Méthode spéciale du Dr L. Lacu, des Universités d'Oxford et de Londres). — Rue Neuve-des-Petits-Champs, 97.

PRODUCTION DE TITRES.

MM. les créanciers à la liquidation judiciaire de la maison P.-J. CHEVREUIL et C^o, banquiers et commissionnaires de roulage à Metz, sont invités à déposer leurs titres de créances entre les mains de MM. GÉRDOLLE, rentier à Paris, rue Notre-Dame-de-Victoire, 36, et CHAMBEAU, ancien notaire à Metz, syndics à la liquidation, ou au greffe du Tribunal de commerce de cette dernière ville, dans le délai fixé par l'article 492 du Code

PRODUCTION DE TITRES.

de commerce, pour qu'il en soit fait vérification. L'admission se fera au séant qui se tiendront les 8, 9, 11, 12, 13 janvier 1849, à une heure précise de l'après-midi, sous la présidence de M. le juge-commissaire, dans la salle d'audience dudit Tribunal ; l'appel des créanciers se fera suivant l'ordre alphabétique. Les mandataires devront être porteurs de procurations enregistrées ; les comptes-courants devront être certifiés conformes aux livres du créancier par un membre du Tribunal de commerce.

PRODUCTION DE TITRES.

MM. les créanciers à la liquidation judiciaire de la maison P.-J. CHEVREUIL et C^o, banquiers et commissionnaires de roulage à Metz, sont invités à déposer leurs titres de créances entre les mains de MM. GÉRDOLLE, rentier à Paris, rue Notre-Dame-de-Victoire, 36, et CHAMBEAU, ancien notaire à Metz, syndics à la liquidation, ou au greffe du Tribunal de commerce de cette dernière ville, dans le délai fixé par l'article 492 du Code

PRODUCTION DE TITRES.

MM. les créanciers à la liquidation judiciaire de la maison P.-J. CHEVREUIL et C^o, banquiers et commissionnaires de roulage à Metz, sont invités à déposer leurs titres de créances entre les mains de MM. GÉRDOLLE, rentier à Paris, rue Notre-Dame-de-Victoire, 36, et CHAMBEAU, ancien notaire à Metz, syndics à la liquidation, ou au greffe du Tribunal de commerce de cette dernière ville, dans le délai fixé par l'article 492 du Code

PRODUCTION DE TITRES.

MM. les créanciers à la liquidation judiciaire de la maison P.-J. CHEVREUIL et C^o, banquiers et commissionnaires de roulage à Metz, sont invités à déposer leurs titres de créances entre les mains de MM. GÉRDOLLE, rentier à Paris, rue Notre-Dame-de-Victoire, 36, et CHAMBEAU, ancien notaire à Metz, syndics à la liquidation, ou au greffe du Tribunal de commerce de cette dernière ville, dans le délai fixé par l'article 492 du Code

TRIBUNAL DE COMMERCE.

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, séant à Paris, du 30 novembre 1848, lequel, en exécution de l'article 1^{er} du décret du 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements le sieur SAMSON (Denis-François), liquidateur, faubourg Saint-Antoine, n. 51 ; fixe provisoirement à la date du 15 juillet 1848 ladite cessation ; ordonne que, si fait n'a été, les scellés seront apposés partout où besoin sera, conformément aux articles 455 et 458 du Code de commerce ; nomme M. Klein, membre du Tribunal, commissaire à la liquidation judiciaire, et pour syndic provisoire, le sieur Decagny, rue Thévenot, 16 (N° 209 du gr.).

TRIBUNAL DE COMMERCE.

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, séant à Paris, du 30 novembre 1848, lequel, en exécution de l'article 1^{er} du décret du 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements le sieur SAMSON (Denis-François), liquidateur, faubourg Saint-Antoine, n. 51 ; fixe provisoirement à la date du 15 juillet 1848 ladite cessation ; ordonne que, si fait n'a été, les scellés seront apposés partout où besoin sera, conformément aux articles 455 et 458 du Code de commerce ; nomme M. Klein, membre du Tribunal, commissaire à la liquidation judiciaire, et pour syndic provisoire, le sieur Decagny, rue Thévenot, 16 (N° 209 du gr.).

TRIBUNAL DE COMMERCE.

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, séant à Paris, du 30 novembre 1848, lequel, en exécution de l'article 1^{er} du décret du 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements le sieur SAMSON (Denis-François), liquidateur, faubourg Saint-Antoine, n. 51 ; fixe provisoirement à la date du 15 juillet 1848 ladite cessation ; ordonne que, si fait n'a été, les scellés seront apposés partout où besoin sera, conformément aux articles 455 et 458 du Code de commerce ; nomme M. Klein, membre du Tribunal, commissaire à la liquidation judiciaire, et pour syndic provisoire, le sieur Decagny, rue Thévenot, 16 (N° 209 du gr.).

TRIBUNAL DE COMMERCE.

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, séant à Paris, du 30 novembre 1848, lequel, en exécution de l'article 1^{er} du décret du 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements le sieur SAMSON (Denis-François), liquidateur, faubourg Saint-Antoine, n. 51 ; fixe provisoirement à la date du 15 juillet 1848 ladite cessation ; ordonne que, si fait n'a été, les scellés seront apposés partout où besoin sera, conformément aux articles 455 et 458 du Code de commerce ; nomme M. Klein, membre du Tribunal, commissaire à la liquidation judiciaire, et pour syndic provisoire, le sieur Decagny, rue Thévenot, 16 (N° 209 du gr.).

TRIBUNAL DE COMMERCE.

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, séant à Paris, du 30 novembre 1848, lequel, en exécution de l'article 1^{er} du décret du 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements le sieur SAMSON (Denis-François), liquidateur, faubourg Saint-Antoine, n. 51 ; fixe provisoirement à la date du 15 juillet 1848 ladite cessation ; ordonne que, si fait n'a été, les scellés seront apposés partout où besoin sera, conformément aux articles 455 et 458 du Code de commerce ; nomme M. Klein, membre du Tribunal, commissaire à la liquidation judiciaire, et pour syndic provisoire, le sieur Decagny, rue Thévenot, 16 (N° 209 du gr.).